

**ACTION  
PRATICIENS  
HÔPITAL**



**Communiqué APH - JM du 9 juillet 2020**

**L'ÉTAT REFUSE DE FAIRE UN EFFORT POUR GARDER LES MÉDECINS À L'HÔPITAL**

**Le gouvernement fait le choix de sacrifier  
les praticiens hospitaliers dans le Ségur-Santé**

Après avoir appauvri méticuleusement le système hospitalier et organisé son délitement avec la fermeture de 400 000 lits, et la diminution drastique du nombre de soignants.

Après la première vague de COVID durant laquelle les praticiens hospitaliers ont organisé la gestion de cette crise sanitaire d'une ampleur exceptionnelle tout en assurant la gestion au quotidien de tous nos concitoyens.

Après six semaines de réunions, après des heures passées à écrire des contributions, à participer aux discussions, en demandant l'ouverture de négociations et non de simples concertations.

Après la consultation des praticiens hospitaliers, avec un taux de participation exceptionnel, témoin de l'intérêt des praticiens à moderniser le statut de praticien hospitalier pour le rendre attractif et sauver l'hôpital public, avec des réponses très claires.

Après une convocation effectuée par SMS 24 heures à l'avance pour une réunion de négociations.

Après des propositions du ministère envoyées le matin de la concertation, identiques à celles proposées lors de notre dernière rencontre jeudi dernier.

Après la présentation des demandes d'APH et JM, à savoir :

- Une reconnaissance du temps travaillé conformément aux directives européennes, notamment 24 heures = 5 demi-journées et l'intégration du samedi matin à la permanence des soins ;
- Une revalorisation de l'IESPE à 1000 euros net ;
- Une revalorisation de l'indemnité de sujétion (paiement de la garde de nuit et des week-ends) à hauteur de celle que touchent les universitaires et les médecins libéraux ;
- Un maintien de l'ancienneté (après la suppression des 3 premiers échelons) et la création de 3 échelons en fin de carrière ;

Après une longue suspension de séance à la demande du Ministre des Solidarités et de la Santé.

A son retour, celui-ci nous annonce froidement que nos demandes sont totalement déraisonnables, et que l'enveloppe dédiée aux praticiens dans le cadre du Ségur est immédiatement diminuée, retombant à 300 millions d'euros, sans signature d'accord, et ce dernier quitte la réunion « de négociation ».

Rien n'a été négocié hier, pour les personnels médicaux qui sembleraient être devenus une variable d'ajustement à la veille de la clôture du Ségur. Mais quels sont les projets d'avenir de notre gouvernement ?

**ACTION  
PRATICIENS  
HÔPITAL**



**CPH**  
CONFÉDÉRATION DES PRATICIENS  
DES HÔPITALS



Une gestion ultra-libérale de la santé au détriment d'un pourcentage « acceptable » de la population ?  
La démission programmée de praticiens engagés dans leur vocation à soigner tout le monde sans distinction ? La création d'une politique de santé non pas publique mais privée ?

Grande vision de progrès social !!!

APH et JM déplorent ce mépris pour les praticiens hospitaliers, tout à fait contraire aux annonces du Président de la République.

Nous posons la question de savoir qui veut donner le coup de grâce à l'Hôpital Public en organisant une mise en scène de négociations pour casser les derniers espoirs des praticiens hospitaliers ?

Au-delà de la déception, nous appelons tous les praticiens hospitaliers à se préparer à une mobilisation de grande ampleur pour faire respecter notre profession par la reconnaissance de notre travail, en temps, en compétence, en responsabilité, en pénibilité.

**Le Ségur-Santé en ce 8 juillet 2020 portait les espoirs de l'ensemble des praticiens hospitaliers, il porte désormais leur colère et leur incompréhension.**

**Sans praticien hospitalier, il n'y aura plus d'hôpital public.**

**Nos concitoyens ne méritent pourtant pas de perdre ce bien commun qu'est l'hôpital public. À l'approche d'une deuxième vague de COVID, APH et JM sensibilisent toute la population qui nous a applaudis sur le mépris affiché pour les soignants et sur la mise en péril de la santé de tous.**

**Nous exigeons de toute urgence une véritable négociation dans le respect des engagements de nos dirigeants avec les vrais décideurs que sont le Premier Ministre et le Président de la République.**

Jacques Trévidic  
Président CPH  
Président APH

Jean-François Cibien  
Président AH  
Vice-président APH

Emanuel Loeb  
Président JM